



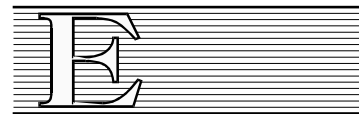
**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

---

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Troisième réunion du Comité  
de l'information pour le développement (CODI)

Addis-Abeba (Ethiopie)  
10 -17 mai 2003



Distr. : LIMITEE

E/ECA/DISD/CODI.3/4  
12 mai 2003

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

---

**Rapport sur les activités de la CEA dans le domaine des technologies de  
l'information et de la communication et des bibliothèques en 2002-2003  
et programme de travail pour l'exercice biennal 2004-2005**

**Division des services d'information pour le développement (DSID)**

2003



## **Table des matières**

1. Généralités
2. Cadre politique et réglementaire
3. Information et développement des connaissances
4. Vulgarisation et communication
5. Partenariat et travail en réseau
6. L'Afrique et la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information
7. Programme de travail pour l'exercice biennal 2004-2005



## 1. Généralités

Pour réaliser les objectifs de l'Initiative «Société de l'information en Afrique» (AISI), en aidant les Etats membres à élaborer des stratégies et politiques en ligne, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a mené, de juin 2001 à décembre 2002, un certain nombre d'activités.

L'assistance fournie a pour postulat que la formulation et l'adoption de politiques et de stratégies aideront les pays africains à mettre en place, canaliser et exploiter les technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle vise à promouvoir le développement socio-économique, aux niveaux local, national et sous-régional, afin de permettre aux citoyens d'accéder, à des prix abordables, aux services téléphoniques, informatiques, Internet et de téléradiodiffusion. Ces dernières années, un certain nombre de pays ont adopté des stratégies et plans pragmatiques d'édification de leur infrastructure des TIC.

Pour appuyer ces efforts, la CEA développe les capacités des Etats membres dans le domaine de la conception d'activités relatives à l'information et au savoir, renforce les partenariats en matière de TIC en vue d'une coordination et d'une harmonisation effectives des projets et des initiatives, et assure la promotion des objectifs de la société de l'information à travers des activités de vulgarisation et de communication. Il s'ensuit que les Etats membres sont devenus plus conscients du rôle et de l'importance des TIC, pour ce qui est d'accélérer le développement socio-économique, et que les initiatives en matière de TIC se sont multipliées sur le continent.

Par ailleurs, les pays africains participent davantage aux forums mondiaux sur les TIC, suite à un certain nombre d'initiatives essentielles prises en 2002 par la Commission. A titre d'exemple, les préparatifs africains en vue du Sommet mondial pour la société de l'information, prévu en décembre 2003 à Genève (Suisse) et en 2005 à Tunis (Tunisie), sont révélateurs du dynamisme dont la CEA fait preuve pour encourager les Etats membres à participer à la société mondiale de l'information et s'organiser en fonction des besoins et de la situation de l'Afrique.

## 2. Cadre politique et réglementaire

Pendant la période couverte par le présent rapport, les Etats membres ont été de plus en plus conscients de la nécessité de mettre en place un cadre politique et réglementaire favorable. La plupart d'entre eux ont initié des projets axés sur la formulation de plans relatifs à l'infrastructure nationale de l'information et de la communication (INIC). Il s'agit notamment des pays suivants: République centrafricaine, Ethiopie, Ghana, Malawi et Mali. D'autres, comme le Burundi, le Mozambique et le Rwanda, sont sur le point de mobiliser des fonds pour mettre en œuvre des projets sectoriels d'application des TIC à l'éducation; la mise en valeur des ressources humaines; la santé; le développement des infrastructures pour en assurer l'accès universel; la gouvernance; etc. Pour de plus amples informations, visiter le site: <http://www.uneca.org/disd/ict> et consulter le document E/ECA/DISD/CODI.3/3.

Au niveau sous-régional, les activités se sont multipliées en 2002:

- La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a tenu, en septembre à Yaoundé (Cameroun), un atelier sur les TIC au service de l'intégration régionale. L'atelier a abouti à des décisions et des recommandations essentielles sur

l'harmonisation du secteur des TIC, sur les mécanismes de partage des ressources et sur la création de l'Association des régulateurs des pays d'Afrique centrale (ARAC).

- La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a créé, en collaboration avec la CEA, un comité consultatif de réglementation des télécommunications, pour assurer une régulation cohérente et coordonnée de ce secteur au sein de la Communauté. D'autre part, l'Association des régulateurs ouest-africains a été créée en juin.
- La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a confirmé son rôle moteur dans le domaine de la réglementation des télécommunications et d'autres cadres touchant aux TIC, en adoptant un Protocole sur le transport, les communications et la météorologie, ainsi qu'une Déclaration sur la technologie de l'information et de la communication<sup>1</sup>.
- Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a créé, lors d'une manifestation organisée du 22 au 24 janvier 2003 à Addis-Abeba (Ethiopie), une Association des régulateurs de l'information et de la communication de l'Afrique orientale (ARICEA). L'Association sera chargée de faciliter l'intégration et la coopération économiques, ainsi que le développement des TIC au sein des Etats membres. La CEA collaborera avec l'ARICEA pour l'aider à remplir sa mission.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de décentralisation de l'administration publique, le Gouvernement éthiopien a entrepris<sup>2</sup>, avec l'aide de la CEA, une étude sur les districts (woreda), pour identifier les besoins de l'administration en matière d'information et de communication, définir les stratégies d'intervention requises et améliorer l'administration publique et la prestation des services au niveau des districts. Des consultations se déroulent actuellement en vue de missions qui auront pour but d'aider des pays à définir des stratégies relatives à l'administration en ligne (Gambie), l'appui des TIC à la chefferie (Ghana) et l'appui des TIC à la gouvernance locale (Rwanda).

### **Le projet Scan-Tic**

Pour l'essentiel, les travaux du projet Scan-Tic ont été accomplis en 2002. Les activités du projet au Ghana, au Maroc, au Sénégal et en Ouganda ont été dirigées et coordonnées par le Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI), alors qu'en Ethiopie et au Mozambique, elles ont été appuyées par la CEA sur financement du CRDI, de l'Union européenne (UE) et de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD). Les études menées dans les six pays pilotes sont achevées et des rapports ont été soumis<sup>3</sup>. Il s'agit maintenant de

---

<sup>1</sup> <http://www.sadc.int/>

<sup>2</sup> L'étude a été menée de septembre à novembre 2002 et le projet de rapport a été soumis à la CEA pour révision.

<sup>3</sup> Les pays pilotes sont: l'Ethiopie (Faculté de sciences économiques et de gestion des entreprises de l'Université d'Addis-Abeba – AAU); le Ghana (Institut des technologies de l'information - INIT); le Maroc (Institut des technologies de l'information et de la géomatique -ITEGO); le Mozambique (Centre informatique de l'Université Eduardo Mondlane – CIUEM); le Sénégal (Observatoire sur les systèmes d'information, les réseaux et les inforoutes au Sénégal – OSIRIS); et l'Ouganda (Conseil national de l'Ouganda pour la science et la technologie – UNCST).

concevoir des outils (sites Web, bases de données, etc.) pour diffuser les résultats de ces enquêtes. Le site Web du Maroc fonctionne, en français et en anglais. L'Ethiopie et le Mozambique s'efforcent de mettre leurs sites au point.

### 3. Information et développement des connaissances

De nombreuses activités ont été menées dans le cadre de ce sous-programme.

#### **Le Centre des technologies de l'information pour l'Afrique<sup>4</sup>**

Le Centre des technologies de l'information pour l'Afrique a mis au point, sur le VIH/SIDA et d'autres questions de santé, des bases de données, des portails et des kiosques d'information équipés de terminaux à écran tactile particulièrement adaptés aux utilisateurs non instruits. Il enrichit la base de données sur les experts africains de la diaspora, qui sera diffusée par des moyens divers (CD-ROM, sites Web, publications). Cette base de données devrait constituer une aide précieuse à la prise de décisions et à l'élaboration de plans relatifs à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines.

La CEA exploite aussi d'autres sites, tels que:

- CEA (<http://www.uneca.org/>)
- AISI (<http://www.uneca.org/aisi/>)
- ADF99 (<http://www.uneca.org/adf99/>)
- ADF2000 (<http://www.uneca.org/adf2000/>)
- ADF III (<http://www.uneca.org/adfiii/>)
- INIC (<http://www.uneca.org/aisi/nici/>)
- CTIA (<http://www.uneca.org/itca/>)
- POPIA (<http://www.uneca.org/popia/>)
- PICTA (<http://www.uneca.org/aisi/picta/>)
- ASN (<http://www.unicttaskforce.org/regional/africa/main.asp>)

#### **Discussions en ligne**

La CEA anime plusieurs discussions en ligne, à savoir notamment:

- **Forum de discussion sur la gouvernance en ligne.** Il a démarré le 15 juillet et s'est terminé en octobre 2002. Il avait pour objectifs de:
  - Contribuer au Sommet mondial sur la Société de l'information;
  - Créer un espace de discussion sur la gouvernance en ligne en Afrique;
  - Déterminer les tendances et les orientations;
  - Elaborer des stratégies appropriées pour accélérer la gouvernance en ligne en Afrique;

---

<sup>4</sup> <http://www.uneca.org/itca/>

- Sensibiliser les décideurs africains à des approches pratiques de l'administration et de la gouvernance en ligne;
- Contribuer à la production de documents d'information sur la gouvernance en ligne à l'usage des décideurs.

En collaboration avec *l'Association for Progressive Communications*, la CEA a tenu un autre forum de discussion sur la gouvernance en ligne à l'intention des organisations de la société civile (OSC) en Afrique. Le forum avait pour objectifs de:

- Débattre de la formulation des points de vue des OSC au Sommet mondial;
  - Préparer les participants en vue de l'atelier sur les OSC et l'élaboration de politiques en matière de TIC en Afrique;
  - Préparer une position des OSC africaines en vue du Sommet mondial sur la société de l'information;
  - Examiner la contribution globale des OSC à l'émergence de la société de l'information en Afrique.
- **Forum de discussion de Bamako 2002.** Lancé en octobre 2002 à l'intention des membres du Bureau de Bamako 2002, il avait pour objectifs de:
    - Discuter de la participation de l'Afrique au Sommet mondial sur la société de l'information;
    - Assurer le suivi des recommandations de Bamako 2002;
    - Echanger des idées sur les préparatifs au niveau national;
    - Préparer des stratégies conjointes en vue du Sommet mondial;
  - **Forum de discussion de la diaspora.** La discussion a commencé le 10 février 2003 et s'est poursuivie jusqu'au 28 mars. Elle avait pour objectifs de:
    - Dresser une liste d'universitaires, d'experts et de consultants en TIC africains de la diaspora qui portent un vif intérêt aux TIC sur le continent;
    - Elaborer un plan d'action stratégique donnant les grands axes, y compris les domaines thématiques clés, à partir desquels la mise en place des outils des TIC aura un effet immédiat en Afrique, avec la participation de la diaspora;
    - Produire un rapport complet concernant les interventions possibles de la diaspora en Afrique destiné au Sommet mondial sur la société de l'information.

### **Services bibliothécaires**

Dans le domaine des services bibliothécaires et de l'information technique, la CEA a mis en place un système d'information bibliothécaire totalement intégré, pour renforcer ses capacités en matière d'analyse de politiques et instituer un système d'information socio-économique intégré pour la région. Ainsi, le secrétariat et les Etats membres disposent désormais de services nouveaux et améliorés:

1. Intégration et amélioration de l'organisation du travail pour en renforcer l'efficacité et la cohérence. Les doubles emplois seront ainsi éliminés puisque les contributions faites au début d'un processus seront utilisées tout au long des autres processus, jusqu'à ce que l'information soit communiquée aux utilisateurs;
2. Normalisation internationale des apports et des produits pour une participation effective de la bibliothèque à la coopération internationale et à l'échange de l'information et du savoir, y compris la mise en place de réseaux régionaux tels que le Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN) ou le Forum africain des réseaux de connaissances. Ces réseaux constitueront, pour les institutions africaines de recherche et du savoir, une plate-forme d'information améliorée;
3. Professionnalisme accru dans la prestation des services bibliothécaires et d'information, grâce à l'introduction d'outils et de procédures standard de la profession tels que le contrôle des listes d'autorité, les formats uniformisés des métadonnées, etc.;
4. Communication et diffusion améliorées des produits de la CEA grâce à Internet et d'autres moyens;
5. Compatibilité avec l'architecture technologique standard de la CEA et de l'ONU, facilitant l'intégration et l'interface avec d'autres services d'information de la CEA et de l'ensemble du système des Nations Unies.

Le réseau AVLIN a été conçu comme le prolongement du système d'information bibliothécaire. Lors de la deuxième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI-2) en septembre 2001, le groupe d'experts avait discuté du document conceptuel, définissant la mission, les objectifs et le fonctionnement d'AVLIN. Il avait chargé la CEA de mettre le Réseau AVLIN en place, comme plate-forme d'échange d'information et de savoir sur le développement en Afrique. Cette plate-forme devait constituer un réseau de ressources et de services en information et en connaissance, reposer sur Internet, former un réseau de bibliothèques virtuelles et de mécanismes d'échange de connaissances auquel participaient des bibliothèques, des centres d'information et des réseaux spécialisés en Afrique.

Son principal objectif est de contribuer à combler le fossé numérique entre l'Afrique et les pays développés, en se concentrant sur le renforcement des capacités institutionnelles nationales et régionales. AVLIN met également l'accent sur la coopération régionale, en particulier sur la normalisation, la conception des systèmes et la facilitation de la recherche et du développement, sur le plan de l'infrastructure et des bibliothèques numériques et virtuelles. L'enthousiasme unanime qui a accueilli le lancement du Réseau AVLIN montrent que les pays africains sont devenus plus conscients de la nécessité de coopérer et travailler en réseau pour partager l'information socio-économique relative au développement dans la région.

La bibliothèque de la CEA a redoublé d'efforts pour remplir sa mission, qui consiste à fournir des services bibliothécaires et d'information technique au secrétariat et aux Etats membres, à travers l'acquisition, le traitement et la diffusion de ressources électroniques et imprimées appropriées. Pour ce faire, elle a participé au consortium organisé à l'échelle du système des Nations Unies sur l'acquisition de ressources d'information électroniques et elle a mis en place des services améliorés de restitution de l'information bibliographique. Elle a également produit et publié plusieurs sources

d'information socio-économique à l'usage du secrétariat, des chercheurs et des décideurs dans les Etats membres. Il s'agit notamment de: *Africa Index*, *ECA-in-Print*, *Les nouvelles acquisitions* et le *Répertoire des publications officielles africaines*.

#### 4. Vulgarisation et communication

Conformément aux recommandations de la deuxième réunion de CODI, la CEA a institué un sous-programme « Vulgarisation et communication » pour appuyer des activités de sensibilisation aux TIC pour le développement et promouvoir les objectifs de la Société de l'information. Ce sous-programme se traduit par un ensemble d'activités visant à appuyer les objectifs de l'AISI et fait intervenir tous les acteurs de la société dans la quête africaine d'une société de l'information. Ses objectifs spécifiques sont notamment de:

- Sensibiliser davantage l'opinion à la société de l'information dans le cadre de l'AISI;
- Provoquer un débat national à travers des activités ciblées et une collaboration avec les médias dans différents pays ;
- Sensibiliser les décideurs et les responsables politiques sur les questions, les tendances et implications liées aux TIC dans le cadre du processus de développement ;
- Encourager les différents acteurs et partenaires du processus de développement à mettre en place la société de l'information dans l'ensemble de l'Afrique ;
- Elaborer des stratégies pour un meilleur accès des divers groupes, notamment les femmes, les jeunes, les pauvres et les personnes défavorisées, à la société de l'information ;
- Encourager la mise en place de cadres socioéconomiques qui favorisent des applications novatrices et créatrices des TIC, adaptées au contexte africain ;
- Un certain nombre de produits de l'information ont été présentés qui sont les suivants :

Les principaux produits de vulgarisation existants à ce jour sont indiqués ci-après :

*Le Bulletin du PICTA* est une publication mensuelle qui donne des informations sur les activités des membres du Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique ainsi que des informations sur les questions liées aux TIC en Afrique<sup>5</sup>.

*iConnect Africa* est un service trimestriel diffusé sur le Web, dans la presse écrite et par courrier électronique, qui vise à mieux sensibiliser l'ensemble de la communauté de développement en Afrique sur les possibilités offertes par les TIC dans le domaine du développement<sup>6</sup>. Produit par la

---

<sup>5</sup> <http://www.uneca.org/aisi/picta/PICTAbulletin/index.htm>

<sup>6</sup> <http://www.uneca.org/aisi/IConnectAfrica/index.htm>

CEA et l'Institut international pour la communication et le développement, le bulletin rend compte des activités qui entrent dans le cadre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » et du Programme de création d'opportunités digitales. Il est financé par le Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, le Ministère néerlandais des affaires étrangères, le Département pour le développement de la coopération internationale et l'Agence suisse pour le développement et la coopération.

Les émissions radiophoniques de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » se fondent sur le document de la CEA intitulé « Exploiter les TIC pour des programmes de développement »<sup>7</sup>. Elles ont pour but de sensibiliser davantage à la société de l'information. Les professionnels des médias, notamment les journalistes de la radio, s'en servent pour amener différents groupes à débattre du rôle des TIC dans le processus de développement. Ces émissions comportent quatre programmes - l'Afrique et les TIC, le Ghana et les TIC, le Mali et les TIC et l'Ouganda et les TIC - qui ont pu voir le jour grâce à un financement du Bureau Afrique de la Banque mondiale. « Les TIC au Mali » ont fait l'objet d'une émission radiodiffusée du Service international de langue anglaise de Radio Netherlands et ont constitué une édition spéciale de leur programme hebdomadaire sur le développement intitulé « A Good life ». Le programme sera également diffusé sur les stations apparentées à Radio Netherlands comme World Radio Network qui émet dans le monde entier, et plus particulièrement à travers la National Public Radio en Amérique du Nord, SAfm en Afrique du Sud, le Canadian Broadcasting Corporation et l'Australia Broadcasting Corporation.

Le prix de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » qui a été lancé récemment par la CEA pour encourager les journalistes africains à faire des reportages sur les questions liées aux TIC à des fins de développement dans le cadre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique ». La CEA et la « Open Society Initiative » pour l'Afrique australe (OSISA) ont démarré le processus grâce au parrainage reçu de la « Open Society Initiative » pour l'Afrique de l'Ouest (OSIWA), le CRDI et IICD pour différentes catégories.

*Des cartes et graphiques sur les infrastructures nationales de l'information et de la communication* ont été créées sur la base de données collectées à partir de différentes sources. Actuellement, les cartes montrent la situation en ce qui concerne les stratégies de mise en place d'une infrastructure nationale de l'information et de la communication, l'Internet et la télédensité en Afrique, le nombre de fournisseurs d'accès à Internet et leur régime de propriété, la télédensité mobile et la radiodiffusion (réglementation, radiodiffusion, télévision) : <http://www.uneca.org/disd/ict/>.

Les documents d'information de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » sont élaborés sur différents aspects de la promotion des TIC pour le développement. Ils visent à sensibiliser les responsables politiques africains aux questions pour lesquelles il convient de trouver des solutions afin de réaliser l'intégration numérique de l'Afrique. Des documents d'information sur les plans de mise en place d'une infrastructure nationale de l'information et de la communication ont déjà été élaborés.

*Des sites Web* ont été créés afin de diffuser les informations, les meilleures pratiques et les faits

---

<sup>7</sup> <http://www.uneca.org/aisi/radioseries/index.htm>

relatifs aux TIC en Afrique. Ils servent également à donner des informations sur l'état de préparation en ligne et sur les stratégies nationales en ligne au niveau des pays. Voir section 3 pour la liste de certains sites Web.

## 5. Partenariat et travail en réseau

Le partenariat et le travail en réseau ont joué un rôle important dans la mise en œuvre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique ». La CEA a recours à des partenariats tels que PICTA<sup>8</sup>, le Réseau des partenaires africains de l'Equipe spéciale des Nations Unies sur les TIC ainsi que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)<sup>9</sup> pour appuyer les activités des TIC sur le continent.

La CEA collabore avec des partenaires nationaux, régionaux et internationaux, sur un certain nombre d'initiatives et, en 2002, un nombre grandissant de partenaires s'est associé aux objectifs de l'Initiative « Société de l'information en Afrique ». La CEA a pu se procurer des fonds auprès de sources bilatérales et multilatérales pour appuyer la mise en œuvre de différentes initiatives nationales et régionales. Certaines de ces initiatives figurent dans le tableau ci-après :

Pays	Organisme de financement	Domaine d'appui
Canada	Gouvernement du Canada CRDI	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un Centre de connectivité en Afrique qui sert de vitrine pour l'utilisation et la mise en œuvre des TIC en Afrique ainsi que pour encourager les innovations ;</li> <li>Réseau international des ressources pour le développement électronique, qui est un réseau régional ;</li> <li>Etudes de base menées dans le cadre du projet Scan-TIC au Ghana, au Maroc, au Sénégal et en Ouganda.</li> </ul>
Union européenne	Commission européenne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes de base menées dans le cadre du projet Scan-TIC en Ethiopie et au Mozambique ;</li> <li>Etudes régionales sur les politiques régulatrices dans le domaine des télécommunications ;</li> <li>Mise au point de politiques, plans et stratégies de mise en place d'une infrastructure nationale de l'information et de la communication en République centrafricaine, à Djibouti, au Ghana, au Mali, au Niger.</li> </ul>
Finlande	Ministère des affaires étrangères	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités de la CEA en vue de la coordination et du suivi des politiques et stratégies nationales relatives aux TIC.</li> </ul>
France	Ministère du développement et de la coopération	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement de la présence de la CEA sur le Web</li> </ul>

<sup>8</sup> <http://www.uneca.org/aisi/picta.htm>

<sup>9</sup> <http://www.nepad.org>

Pays-Bas	IICD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production et diffusion de iConnect Africa, un service trimestriel diffusé sur le Web et par courrier électronique ;</li> <li>• Contribution au prix de l'Initiative 'Société de l'information en Afrique » pour les médias.</li> </ul>
Japon	Ministère des affaires étrangères	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Matériel pour les expositions permanentes et mobiles du Centre des technologies de l'information pour l'Afrique ;</li> <li>• Participation des femmes de pays anglophones au programme de formation CISCO sur Internet et la gestion des réseaux.</li> </ul>
Corée	Ministère des affaires étrangères	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place et renforcement du Centre des technologies de l'information pour l'Afrique</li> </ul>
Norvège	NORAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etudes de base menées dans le cadre du projet Scan-TIC en Ethiopie et au Mozambique</li> </ul>
Etats Unis d'Amérique	USAID	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise au point d'un manuel de formation à l'intention des responsables politiques</li> </ul>
Banque mondiale	Bureau Afrique Infodev	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production d'émissions radiophoniques de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » ;</li> <li>• Formation des femmes africaines dans le domaine du développement et de l'utilisation de l'Internet et des ressources en vue de la gestion des réseaux.</li> </ul>
	Cisco Systems Inc.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui aux programmes de formation du Centre des technologies de l'information en Afrique</li> </ul>
	La Francophonie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation sur les TIC et l'intégration régionale</li> </ul>
	Initiative Open Society pour l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appui au programme de sensibilisation de l'Initiative « Société de l'information en Afrique »</li> </ul>

### Manifestations et Conférences sur les TIC

Comme les années précédentes, la CEA a participé activement, avec des partenaires, à l'organisation de conférences conjointes sur les TIC et à d'autres manifestations. Elle a pris part et contribué à diverses réunions nationales, régionales et internationales.

- **La Réunion régionale africaine de l'Equipe spéciale des Nations Unies sur les TIC** : a été organisée en janvier 2002 et a vu la création du Réseau des partenaires africains. Cette réunion consultative a rassemblé plus de 60 représentants de gouvernements, d'institutions de développement, de donateurs, du secteur privé, de la société civile et d'organisations non gouvernementales. Elle avait pour but de relier les activités et initiatives africaines existantes aux domaines d'action privilégiés de l'Equipe spéciale des Nations Unies sur les TIC. Agissant en qualité de secrétariat du Réseau, la CEA a présenté un Rapport sur les activités et les plans du Réseau, lors de la troisième réunion de l'Equipe spéciale, qui s'est tenue à New York les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2002.

- **Réunion annuelle de l'Alliance mondiale pour le savoir (GKP) et Journée de l'Afrique:** En Avril 2002, la CEA a abrité au Centre des conférences des Nations Unies (CCNU) à Addis-Abeba (Ethiopie) la réunion annuelle de l'Alliance mondiale pour le savoir qui s'est terminée par une Journée spéciale de l'Afrique. Cette réunion a examiné le rôle des divers acteurs dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement en Afrique. Ses recommandations de cette réunion ont été présentées au cours de la Conférence de Bamako 2002 et ont abouti à une autre manifestation pendant CODI III.
- **Conférence régionale africaine –Bamako 2002:** Cette réunion préparatoire au Sommet mondial sur la société de l'information a été convoquée du 26 au 30 mai 2002 à Bamako (Mali). Elle a été organisée par la CEA avec l'appui des partenaires clefs de développement. Elle a été précédée de 14 ateliers préparatoires dont le plus important visait à mieux faire comprendre les avantages potentiels de la société mondiale de l'information. Cet atelier a également examiné la contribution que l'Afrique pourrait apporter à la société de l'information ainsi que les patrimoines et les valeurs culturels qui devaient être préservés par le processus. Bamako 2002 a adopté la Déclaration de Bamako qui sera soumise par l'Afrique au processus du Sommet mondial sur la société de l'information.
- **Utilisation efficace des TIC en vue de créer un nouvel environnement pour l'apprentissage et l'enseignement, juillet 2002:** La CEA a organisé cette conférence avec le Partenariat pour l'enseignement supérieur en Afrique à Addis-Abeba, (Ethiopie). Les Fondations Carnegie Corporation, Ford, MacArthur et Rockefeller ont parrainé conjointement la conférence.
- **Atelier sur les organisations de la société civile (OSC) et les politiques en matière de TIC – Novembre 2002:** La CEA a organisé, en collaboration avec l'Association of Progressive Communication (APC) un atelier sur les politiques en matière de TIC et la société civile à Addis-Abeba. Cet atelier a été précédé d'une discussion électronique animée sur le rôle et les espérances de la société civile africaine en ce qui concerne les questions relatives à la formulation des politiques en matière de TIC.
- **Comité intergouvernemental d'experts :** organisé par le Bureau régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest, Septembre 2002 – Niamey.
- **Atelier sur les TIC et l'intégration régionale:** convoqué par la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) avec l'assistance de l'Agence internationale de la Francophonie, en septembre 2002 à Yaoundé (Cameroun);
- **Réunion du Comité intergouvernemental d'experts:** pour le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Est, octobre 2002, Kigali ;
- **Réunion consultative sur la formation à la gouvernance en ligne en Afrique:**

organisée en coopération avec l'UNESCO et l'IICD à Tanger (Maroc), en janvier 2003.

## **6. L'Afrique et la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information**

Reconnaissant l'importance de la participation des pays africains aux activités préparatoires du Sommet mondial sur la société de l'information, la CEA a organisé la Conférence régionale africaine préparatoire à Bamako (Mali) en mai 2002. Bamako 2002<sup>10</sup> s'est tenue sous l'égide de Son Excellence, Alpha Oumar Konaré, ancien Président de la République du Mali, et a donné l'occasion de revoir et d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations du premier Forum pour le développement de l'Afrique (ADF 99) et de Bamako 2000<sup>11</sup>. La Conférence a également été une occasion unique de renouveler l'engagement des Etats membres et des partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux de l'Afrique, en faveur de la réalisation des idées figurant dans l'Initiative « Société de l'information en Afrique » (AISI).

Les participants ont mis sur pied un groupe de travail dénommé: Bureau de Bamako 2002<sup>12</sup> auprès de la CEA pour assurer le secrétariat, le suivi et la mise en œuvre des principales recommandations de la Déclaration de Bamako 2002, considérée comme la position de l'Afrique au Sommet mondial et travailler en étroite collaboration avec le secrétariat du Sommet mondial. Le Bureau de Bamako 2002 et la CEA se sont réunis plusieurs fois au cours de la première conférence préparatoire au Sommet mondial<sup>13</sup> tenue du 1<sup>er</sup> au 15 juillet 2002 à Genève (Suisse), pour examiner les voies et moyens de mettre en œuvre la Déclaration.

Au cours de Bamako 2002, en collaboration avec la Coopération suisse pour le développement (SDC) et l'Alliance mondiale pour le savoir (GKP), la CEA a organisé un Forum des médias pour les journalistes africains, avant la Conférence. Un total de 50 participants représentant le gouvernement, les médias privés et les organisations régionales et internationales ont assisté à ce forum.

Dans le cadre du suivi de Bamako 2002 et pour aider les Etats membres à préparer le Sommet mondial, la CEA, en collaboration avec l'Ethiopian Telecommunication Authority (ETA), a organisé un atelier d'une demi-journée sur les activités menées par l'Ethiopie dans le cadre de la deuxième réunion du Comité préparatoire tenue le 17 février 2003 à Genève ainsi que pour la troisième réunion du Comité préparatoire et le Sommet prévus en décembre 2003 à Genève. D'autres pays bénéficieront de la même assistance tout au long de 2003.

## **7. Programme de travail pour l'exercice biennal 2004-2005**

### **A. Service des organes intergouvernementaux et des organes d'experts**

<sup>10</sup> [http://www.genega.2003.org/Bamako\\_2002](http://www.genega.2003.org/Bamako_2002)

<sup>11</sup> <http://www.anais.org/SITES.BAM2002>

<sup>12</sup> Le Bureau est présidé par le Mali et composé des responsables gouvernementaux représentant le Sénégal, la Tunisie, le Cameroun, l'Afrique du Sud et le Rwanda, trois représentants de la société civile, deux représentants du secteur privé et un fonctionnaire de la CEA comme rapporteur général.

<sup>13</sup> <http://www.int.wsis>

### **Services de secrétariat des réunions**

- Quatrième session du Comité de l'information pour le développement (CODI.4);
- Une réunion du Groupe de travail permanent préparatoire à CODI-Géo.

### **Documents de conférence**

- Quatre rapports à CODI.4 sur: (a) les progrès réalisés dans la mise au point et l'impact de la géo-informatique; (b) l'état d'avancement de la formulation de politiques, stratégies et plans nationaux et régionaux en matière de TIC; (c) les systèmes nationaux de connaissances et l'état des politiques d'accès à l'information en Afrique; (d) le rôle et la contribution de l'Afrique au Sommet mondial sur la société de l'information.

### **Réunions des groupes spéciaux d'experts**

- Nouvelles tendances des bibliothèques numériques et virtuelles;
- L'Initiative "Société de l'information en Afrique" et la phase II du Sommet mondiale sur la société de l'information: la position africaine au Sommet (une en 2004 sur l'évaluation du processus de Genève et une 2005 sur la préparation du Sommet de Tunis en 2005).
- Stratégies pour le développement des ressources en information et en connaissances en Afrique.
- Données géographiques en tant qu'avantage national.

### **B. Autres activités de fond**

#### **Publications périodiques**

- Publication sur les TIC pour le développement;
- Répertoire des publications officielles africaines.

#### **Publications isolées**

- Publication sur le développement des bibliothèques virtuelles: impératifs et meilleures pratiques;
- Publication sur la position africaine au Sommet mondial sur la société de l'information à présenter au Sommet mondial de 2005 à Tunis;
- Publication sur le développement et l'utilisation des ressources en information et en connaissances en Afrique: défis et possibilités;

- Publication sur l'intégration de l'infrastructure nationale des données géospatiales dans les politiques nationales en matières d'information.

### **Expositions et pochettes d'information**

- Des manifestations seront organisées en marge de grandes réunions, notamment des forums de discussion et des expositions pour les décideurs sur l'utilisation des sources et services en informations, d'Internet et de bases de données.

### **Matériel technique pour les utilisateurs extérieurs**

- Mise en place et exploitation à la CEA d'un centre d'échange d'informations accessible par ordinateur pour permettre aux Etats Membres de publier leurs données et aux utilisateurs d'avoir accès aux données et aux produits de l'information disponibles;
- Base de connaissances sur les progrès de l'information pour le développement en Afrique (notamment une base de données sur l'état de l'information géographique pour le développement, les sites Web de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" et la base de données des experts africains);
- Elaboration de documents d'information pour le développement destinés aux décideurs et aux responsables ainsi qu'aux autres parties prenantes (études, documents de synthèse, etc.).
- Elaboration d'un programme africain modulaire de formations brèves à l'information géographique (collecte et gestion de données géographiques) adapté tout aussi bien à un enseignement de longue haleine à divers niveaux qu'à des formations ou des recyclages ponctuels..

### ***Elaboration de vidéos électroniques***

- Programme de diffusion de l'information pour le développement : production de programmes audio et vidéo, de bulletins, de journaux et de documents de synthèse pour le Web.

## **C. Coopération technique**

### ***Services consultatifs.***

- Services consultatifs, sur demande, aux gouvernements, aux communautés économiques régionales et aux organisations intergouvernementales (5 sur les politiques et plans dans le domaine des TIC, 4 aux Etats membres sur les technologies et la gestion de la géo-information, 2 missions statutaires pour des réunions techniques et consultatives des centres régionaux de géo-information).

### ***Formation de groupes***

- Séminaire sur les mécanismes coopératifs de gestion des ressources et services en matière d'information, avec une attention spéciale aux produits géo-spatiaux ;
- Deux ateliers sur « Les normes relatives aux données spatiales, les centres d'échange et les métadonnées (un par an) ;
- Atelier sur les langues africaines et leur contenu (les connaissances traditionnelles) ;
- Deux séminaires régionaux de renforcement des capacités en vue d'une gestion et d'une utilisation efficace des documents de l'ONU à l'intention du personnel des bibliothèques dépositaires et de leurs principaux usagers potentiels (l'un en français et l'autre en anglais).

### ***Bourses d'études***

- Un programme à l'intention d'universitaires, des chargés de cours et de stagiaires invités, en vue de travaux de recherche sur des aspects précis de la gestion de la géo-information (un chercheur par an) ;
- Deux chercheurs (un par an) sélectionnés dans les centres qui participent au Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information, en vue de la mise en place du Réseau ;
- Quatre chercheurs pour étudier différents aspects de la société de l'information.

### ***Projets sur le terrain***

- a) Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN)
- Création d'un guichet unique donnant accès à l'information dans des domaines liés au développement de l'Afrique ;
  - Numérisation des sources d'information concernant le développement de l'Afrique ;
  - Deux ateliers sur le renforcement des capacités ;
  - Réunion d'évaluation à mi-parcours des partenaires et des institutions participantes ;
  - Promotion de la coopération régionale sur la normalisation du traitement et de la diffusion de l'information ;
  - Facilitation des activités de recherche et de développement en ce qui concerne l'infrastructure que la mise en place des bibliothèques numériques et virtuelles.
- b) Centre des technologies de l'information pour l'Afrique
- Formation : organisation de cours sur différents aspects des TIC pour le développement, à l'appui des grandes orientations du programme de la division. Les cours seront organisés à l'intention de différents acteurs ;
  - Ressources en information : développement des ressources en information sur le Web, avec un accent particulier sur les applications sectorielles ;
  - Expositions : mise au point de matériel d'exposition en vue des principales

manifestations de la CEA (en particulier le Forum pour le développement de l'Afrique) et organisation d'expositions ponctuelles et mobiles.

- c) Promotion de la société de l'information en Afrique, avec un accent particulier sur les nouvelles tendances
- Questions liées à la réglementation des TIC, avec un accent particulier sur la dimension régionale ;
  - Développement des capacités de la CEA en ce qui concerne la diffusion, la formation, les politiques et plans de mise en place d'une infrastructure nationale de l'information et de la communication, l'évaluation et le suivi des progrès réalisés dans le domaine des TIC et évaluation de l'impact (Scan-TIC).

#### **D. Services de conférences**

##### ***Services bibliothécaires***

- Services techniques d'information et de connaissances, mise en place et acquisition de ressources à des fins d'information ;
- Traitement de l'information, mise au point, gestion et administration des systèmes ;
- Activités de coopération interinstitutions concernant les acquisitions, les bases de données bibliographiques des Nations Unies et les documents officiels de l'ONU (Système à disque optique) ;
- Activités de formation pour améliorer les connaissances dans le domaine de l'information au Siège et dans les bureaux régionaux de la CEA ;
- Travail en réseau avec les associations de bibliothécaires (par exemple la section africaine de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires) et d'autres groupes en vue de renforcer l'accès à l'information ;
- Evaluation des activités du programme des bibliothèques dépositaires des Nations Unies en Afrique (pour la bibliothèque Dag Hammarskjöld au Siège de l'Organisation des Nations Unies).

